

D 1030 EL SALVADOR: RAIDISSEMENT DANS L'ARMÉE

L'événement politique des dernières semaines est la victoire du Parti démocrate-chrétien aux élections législatives et municipales du 31 mars 1985. Cela conforte la position du président Duarte, démocrate-chrétien, élu à la tête de l'Etat le 6 mai 1984. Face à une situation économique extrêmement difficile (cf. DIAL 970) il a tenté l'ouverture sur le plan politique en acceptant le dialogue avec les mouvements d'opposition et de guérilla (cf. DIAL D 977 et 1013). Mais cet effort de dialogue ne fait pas l'unanimité dans les milieux politiques ni non plus dans l'armée. Le document ci-dessous émane d'un groupe non identifié dans l'armée et intitulé "Conseil de mobilisation nationale". Ce document fait partie d'un ensemble de textes consacrés à la situation militaire, politique et religieuse du pays. Mis en circulation en fin janvier 1985, il prône le durcissement de la guerre contre la subversion. A la même époque le président Duarte démentissait que le haut commandement de l'armée fût en désaccord avec lui sur le dialogue avec la guérilla.

Note DIAL

ANALYSE MILITAIRE
DU CONSEIL DE MOBILISATION NATIONALE

Lénine prétendait que le déclenchement d'un mouvement révolutionnaire supposait au préalable la dissolution de l'armée. Dans le cas d'El Salvador, pour concrétiser ce mot d'ordre, les communistes se sont prévalus de la tactique psychologique consistant à attribuer à la Force armée le soutien de "cinquante ans de dictature". Cette accusation générique et critiquable vise la conscience des militaires salvadoriens pour les amener à faire leur "autocritique" et à prendre ainsi la tête d'un mouvement de réformes qui encouragerait la lutte des classes et détruirait l'appareil national de production, en vue de plonger le pays dans le chaos et de profiter de la situation pour usurper le pouvoir.

Le mythe des "cinquante ans de dictature" est une tache sur le prestige de la Force armée, habilement faite par les communistes, car ils savent parfaitement que, par définition, les militaires sont des gens d'honneur et qu'ils s'efforceront désespérément à se laver de cette infamie. Le piège consiste en ce que cette réaction, apparemment salutaire, suppose par le fait même la destruction de l'institution militaire. Telle que la situation a été dépeinte par les communistes, il est impossible de faire disparaître cette tache sans toucher à la survie de la Force armée.

Cette stratégie a atteint son point culminant lors de la première Junte révolutionnaire (1), puis elle s'est atténuée au cours des années suivan-

(1) Coup d'Etat du 15 octobre 1979. Cf. DIAL D 583 (NdT).

tes. Mais le modèle est toujours là et les communistes ne cessent d'attribuer à la Force armée la responsabilité de tous les maux de notre pays; et dans ce but ils comptent à l'évidence sur un appareil important de propagande, tant en EL Salvador qu'à l'extérieur. De soi-disant "alliés" de la Force armée partagent également cette thèse communiste, en en retenant divers aspects. C'est dans ce sens que vont les déclarations récentes d'un ancien attaché militaire des Etats-Unis dans notre pays.

Pour comprendre la situation militaire salvadorienne, il est indispensable de tenir compte de ce qui précède, car la conséquence en est l'affaiblissement de la Force armée, comme objectif préalable à sa totale destruction, ainsi que cela s'est produit dans tous les pays où le communisme a pris le pouvoir. Mais les efforts d'affaiblissement de notre Force armée ne se réduisent pas à cette seule tactique communiste. Si, d'une part, l'institution militaire est victime d'une agression subtile, en distillant dans ses rangs un faux sentiment de culpabilité, il faut reconnaître d'autre part que son action est limitée par les contraintes inexplicables d'une subordination totale aux ressources matérielles.

Il en résulte que notre Force armée est entièrement dépendante d'attributions en provenance de l'extérieur et d'exigences pesantes de divers types que cette situation implique. Pour comprendre la nature de cette dépendance, il faut rappeler qu'elle est absolue, au point qu'elle a privé le Haut commandement de toute autonomie dans la décision.

Il faut souligner que la subordination de la Force armée à ces moyens résulte également d'une tactique psychologique en vertu de laquelle la question des droits de l'homme joue un rôle prépondérant, car c'est un facteur de conditionnement et de limitation de l'action militaire puisque cette question ne s'applique qu'à elle et non à l'action des subversifs.

Cet autre front qui prétend limiter l'action de la Force armée est celui des secteurs "libéraux" des Etats-Unis qui, depuis plusieurs décennies, contrôlent la politique étrangère de notre pays. Ils préconisent un "accord" avec l'URSS et, en cas de conflits armés, ils appliquent la singulière stratégie consistant "à combattre et non à vaincre" le communisme. Ils considèrent que, de cette façon, ils parviendront à assouplir la position du bloc soviétique en l'obligeant à négocier. Leur prémisse de départ est que les Soviétiques prennent des positions agressives parce que l'usage de la force occidentale les y conduit. C'est de ce secteur nord-américain que sont venues les pressions pour un dialogue avec le FMLN-FDR. En El Salvador ils fournissent du matériel à la Force armée en quantité suffisante pour faire pression sur la subversion et l'amener à négocier, mais jamais pour la vaincre. Cette vision fantastique de la réalité est également appliquée au Nicaragua, où les contre-révolutionnaires ne sont que des éléments de pression dans le cadre des négociations de Manzanillo; là non plus l'aide nord-américaine n'est pas destinée à une victoire sur les sandinistes; elle ne fournit que l'indispensable à la subsistance des anticommunistes, en limitant leurs opérations aux pressions qu'exigent les conversations avec les neuf commandants.

Pour ne pas nourrir de fausses espérances, il faut rappeler que le bloc "libéral" contrôle la politique extérieure des Etats-Unis et qu'il est impossible de modifier cette réalité. Bien que le président Reagan ait obtenu un triomphe spectaculaire pour sa réélection, il sera davantage conditionné par les "libéraux" dans la seconde étape que lors de la première.

Pour vaincre la subversion il existe deux facteurs prépondérants, antérieurs même au fait des armes en soi: l'idéologie et le renseignement. En ce qui concerne l'idéologie, il faut être fermement convaincu de ce que l'on défend et de ce que l'on combat. La guerre révolutionnaire est avant tout une guerre idéologique; c'est sur cet aspect que reposent sa force et sa motivation. Si l'on n'oppose pas au communisme une doctrine de poids concep-

tuel supérieur, il est impossible de le contenir, même en disposant de tout l'armement imaginable car, tandis que nous aurons pour souci de savoir comment nous approvisionner en armement, les communistes seront en train de conscientiser les esprits de ceux qui auront à l'utiliser. En d'autres termes: quand nous avons l'obsession des moyens, ils travaillent à l'essentiel, c'est-à-dire le facteur humain.

L'autre élément déterminant dans la guerre révolutionnaire c'est le renseignement, un aspect directement lié à l'idéologie car sans le concours étroit de celle-ci on ne peut parvenir à une compréhension globale de celui-là. Mais dans ce cas non plus nous ne devons nous en tenir au plan des moyens: l'essence du renseignement c'est l'exploitation de l'information, dans laquelle le talent humain a autant sinon plus d'importance que l'aspect technique. En effet, les moyens les plus sophistiqués pour obtenir l'information sont de peu d'utilité si, au niveau de l'interprétation des résultats, on se situe dans une perspective erronée du conflit. En fin de compte, quelle a été l'utilité pour les Etats-Unis de l'impressionnant ordinateur manipulé à Saïgon par M. Colby?

Comme nous avons pu le constater, la Force armée passe par une phase d'usure provoquée par deux problèmes différents, apparemment opposés, mais qui se conjuguent en fait pour neutraliser, conditionner et limiter l'action de l'institution militaire. Cela explique la prolongation du conflit, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer au détriment de l'ordre civil et au bénéfice de ceux qui cherchent à la détruire à la base.

Nous ne nous proposons pas ici de prendre la défense de ces "cinquante ans de dictature" que les communistes nous présentent comme étant de l'agrément de la Force armée. Il est évident que notre pays, à l'égal de tous les pays du monde libre, a connu des étapes de grandes difficultés qui ont donné lieu à des situations regrettables. Mais même ainsi, au cours de ce demi-siècle, il n'y a jamais eu rien de semblable à la barbarie imposée au cours des cinq dernières années par l'ingérence étrangère, sans qu'aucun signe n'existe qu'elle va bientôt prendre fin.

Au train où vont les choses, la prolongation du conflit profite à la subversion, que ce soit parce qu'au plan intérieur il provoque une usure morale et matérielle des plus graves, ou que ce soit parce qu'à l'extérieur les facteurs de soutien à El Salvador vont en s'affaiblissant. Pour dire les choses plus clairement, nous pouvons affirmer que le temps disponible pour retourner la situation n'ira pas au delà des deux prochaines années du mandat du président Reagan, selon les estimations les plus optimistes.

Si les événements continuent d'aller dans le sens où ils vont actuellement, l'aboutissement du conflit sera la défaite inévitable de la Force armée. Il est donc urgent de procéder à un changement total dans la direction de la Force armée tant au niveau des mentalités qu'au plan des comportements, en prenant trois décisions fondamentales:

1) Reprendre le contrôle de la guerre, en renonçant à toute dépendance extérieure se soldant par des conditionnements politiques ou stratégiques.

2) Rechercher ou n'accepter que l'aide inconditionnelle, telle qu'elle doit se faire de la part de vrais amis.

3) Donner la priorité absolue à la guerre, non seulement du point de vue budgétaire, mais aussi en mobilisant l'ensemble de la nation en vue d'une victoire militaire rapide et décisive, en partant du fait qu'il n'y a pas de troisième voie: le communisme, ou bien on le détruit ou bien il nous asservit.

Il faut se dire que, dans cette guerre, on ne parviendra pas à la victoire sans la participation totale de la population. La Force armée est dans l'obligation de gagner la population à sa cause, et elle n'y parviendra pas par l'encouragement à des mesures socialisantes qui ont en fin de

compte appauvri les Salvadoriens. Il ne faut pas sous-estimer l'intuition populaire par des attitudes démagogiques qui ne font que semer la confusion dans la population.

Pour parvenir à l'union du peuple et de la Force armée, il faut que celle-ci prenne fermement position contre le communisme. Les faits nous montrent que rien n'a été obtenu au cours des cinq années au cours desquelles la Force armée a essayé de se concilier les faveurs de la population par l'adoption des mesures que lui suggéraient des idéologues intéressés à l'amener à des positions socialisantes. Il faut que la Force armée comprenne que le peuple salvadorien est résolument anticommuniste et que le potentiel qu'il représente n'est pas mis à profit, alors qu'il vaut beaucoup plus que tous les dollars et tout l'armement que la Force armée peut recevoir de l'extérieur. Si l'on veut gagner la guerre, il faut nécessairement mettre cette force en oeuvre.

Le manque de définition que reflète le comportement de la Force armée est tellement évident que la population s'en aperçoit et que cela est source de méfiance. Il est donc indispensable pour la Force armée de se définir et d'agir en conséquence pour que la population se défasse de son indifférence et de son incrédulité, et qu'elle se joigne à l'effort militaire pour vaincre la subversion.

La mobilisation nationale entend orienter et diriger toutes les potentialités spirituelles et matérielles de notre peuple en fonction d'un objectif prioritaire: la défaite de ses ennemis. Cela suppose une campagne de motivation et d'éclaircissement, accompagnée d'une action cohérente de l'Etat qui ne peut laisser transparaître de contradictions dans cette situation d'urgence. Rappelons que la praxis léniniste consiste à profiter des contradictions du Monde libre pour le détruire. Pour mieux comprendre cela, il est hautement instructif de prendre un exemple dans notre milieu: alors que la Force armée combat la subversion avec des quotas élevés de sacrifices, il y a en fonctionnement, à faible distance de son état-major, un véritable centre marxiste oeuvrant à la conscientisation de notre jeunesse, lui aussi subventionné par l'Etat. Nous voulons parler de l'Université d'El Salvador dont l'engagement dans le front de la subversion est indubitable. L'Etat ne peut en même temps combattre les agresseurs de notre peuple et subventionner ceux qui s'emploient à les former à la haine et à la terreur. De telles contradictions conduisent inexorablement à l'échec.

Il faut mettre fin le plus tôt possible à ce conflit qui se prolonge car, à mesure que passe le temps, le communisme augmente l'ingérence étrangère dans le but de gêner l'action de la Force armée. Le front de la subversion s'efforce d'élargir le conflit au-delà de ses limites militaires, c'est-à-dire de le porter sur le terrain politique, en particulier dans sa dimension internationale, là où la subversion peut compter sur davantage de soutiens que la Force armée. C'est une façon de conquérir un espace de pouvoir que les subversifs savent parfaitement impossible à obtenir par les armes, alors qu'ils peuvent y prétendre par le moyen déterminant de la pression internationale. La spéculation communiste entend prolonger le conflit, en maintenant une existence armée minimale (que l'appareil de la presse libérale fait apparaître comme plus importante), afin de pouvoir exiger dans les négociations une participation effective au pouvoir comme premier pas d'un contrôle total.

Tout compte fait, ils ne font que répéter l'expérience du Nicaragua.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 330 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441